VOTRE RÉGION

BOURGOIN-JALLIEU | Hier

Hôpital : la salle “nesting” inaugurée



La petite Laurianne a profité d’un massage avec Claudie Cohet, auxiliaire de puériculture, au centre hospitalier Pierre-Oudot.

Le centre hospitalier Pierre-Oudot de Bourgoin-Jallieu a inauguré son espace “nesting”, hier de 10 heures à 16 heures.

Le “nesting”, c’est l’ensemble des connaissances et pratiques qui concernent le nouveau-né. Il s’agit de savoir quelle crème est conseillée ou encore les rythmes à appliquer pour l’allaitement naturel. L’hôpital Pierre-Oudot est le premier hôpital public de France à le mettre en pratique.

Au programme, des ateliers portage et massage mais pas seulement. Les mamans se sont également rencontrées pour échanger sur leur grossesse et leurs inquiétudes et ont prêté une oreille attentive aux conseils du personnel de la maternité.

« J’aime bien ces ateliers, c’est vraiment un bon moment », confie Angélique, habitante de Saint-Chef et maman de Laurianne [notre photo]. Des mamans qui n’ont pas encore accouché étaient également présentes à l’hôpital : « Ça permet de faire des rencontres avec d’autres mamans », confie Camille qui attend son premier enfant.

H. D.

RÉGION EXPRESS

SAINT-QUENTIN-FALLAVIER

FM Logistic : les salariés nord-isérois manifestent près de Dijon



➜ Une cinquantaine de salariés de FM Logistic à Saint-Quentin-Fallavier a pris le bus hier pour aller manifester à Fauverney, près de Dijon, sur l’un des 26 entrepôts que compte en France l’entreprise de sous-traitance logistique. Les salariés qui avaient déjà manifesté la semaine dernière contestent la décision de fermeture du site de Saint-Quentin-Fallavier d’ici fin juin. L’entrepôt n’a pas été choisi au hasard : « Il avait récupéré quelques années plus tôt une partie de l’activité de notre entrepôt », souligne Fabien James, délégué CGT. Alors que la direction négocie actuellement les conditions du plan de sauvegarde de l’emploi, les représentants syndicaux entendent attirer l’attention et faire entendre leurs revendications : « Nous voulons partir dans des conditions décentes, au niveau des moyens de l’entreprise ».

BOURGOIN-JALLIEU | Les ouvriers ont revendiqué la reprise du dialogue en vue d’une augmentation, hier

Grève à la Lyonnaise des Eaux

« Les résultats de l’entreprise sont florissants et on ne comprend pas pourquoi les cravatés ont droit à leur part du gâteau et pas les ouvriers », affirmait Cédric Goncalves, délégué syndical CGT à la Lyonnaise des Eaux.

Les ouvriers étaient venus des différents sites isérois pour répondre au préavis de grève de la CGT et de la CFDT. Ils étaient postés devant le site de Bourgoin-Jallieu, hier matin. Cette date a été choisie car, hier, le groupe Suez environnement, qui possède la Lyonnaise des Eaux, a annoncé que sa filiale porterait le même nom que le groupe.

Deux sons de cloche

La négociation annuelle obligatoire qui se déroule à l’échelle nationale n’a pas abouti après trois rencontres. Les ouvriers dénoncent une augmentation individuelle de 1 % pour les encadrants. « On nous a prétexté l’inflation à 0 % pour justifier le fait que cette année encore il n’y aura pas d’augmentation. Pourtant l’inflation est la même pour tous, alors pourquoi les cadres y auraient droit ? », s’interrogent les délégués syndicaux.

« Les ouvriers et les agents de maîtrise ont eu droit à une augmentation individuelle comme les cadres, celle des ouvriers s’élève à 0,6 % et celle des agents de maîtrise à 0,7 % », argumente Céline Leteissier, responsable de la communication de la société. « À cela s’ajoute une attribution d’un budget spécifique pour les bas salaires et les collaborateurs qui débutent, et des mécanismes de participation et d’intéressement ».

La Lyonnaise des Eaux a tout de même assuré son service hier.

Hassina DRIS



Les ouvriers de la Lyonnaise des Eaux ont répondu au préavis de grève lancé par la CGT et la CFDT, hier devant le site de Bourgoin-Jallieu.

VIENNE | Le journaliste Patrick Kessel donnera une conférence mardi 17 mars, à 19h30 au Théâtre

« La laïcité n’est pas appliquée, aujourd’hui en France »

Journaliste et président du comité laïcité et République, Patrick Kessel propose une conférence au Théâtre de Vienne le 17 mars à 19h30 avec le comité laïcité République en pays viennois. Rencontre.

➜ Depuis les attentats de janvier, avez-vous l’impression d’être mieux entendu ?

«Un peu. Cela fait de nombreuses années que nous expliquons que la laïcité n’est pas appliquée correctement en France. La loi de 1905 de séparation des églises et de l’État est même parfois contournée. Citons par exemple le financement d’associations cultuelles ou les menus spécifiques dans les cantines. Les attentats ont mis en lumière ces problématiques et plus qu’une atteinte à la liberté d’expression, c’est surtout une atteinte aux libertés de conscience et donc à la laïcité.»

➜ Avez-vous l’impression que les politiques ont bien réagi ?

«L’attitude du président de la République, du Premier ministre, de l’ensemble de la classe politique et des citoyens a été à la hauteur. On a besoin de symboles forts, mais il faut maintenant agir. C’est l’enjeu du moment. Pendant des années, on a mis la poussière sous le tapis et les musulmans en sont les premières victimes.»



Patrick Kessel est président du comité Laïcité et République et sera à Vienne le 17 mars. Archives photo Le DL

➜ Les politiques ont été trop laxistes jusqu’à présent ?

«Il faut cesser d’idéaliser la société comme on le fait trop souvent à gauche. Il y a eu du déni, même s’il était animé de bonnes intentions. À droite, la loi Carle sur le financement public des écoles privées n’a pas non plus permis de préserver la laïcité. Des comportements qui favorisent le Front national qui, lui, se prétend laïc alors qu’il ne l’a jamais été.»

➜ La loi de 1905 n’est peut-être plus adaptée à la situation actuelle… Faudrait-il la revoir ?

«Absolument pas. Elle ne doit pas être modifiée, mais plutôt mise en place dans des lieux où elle ne l’est pas pour l’instant comme les crèches.»

➜ Mais alors que peut-on faire pour préserver la laïcité ?

«Il y a urgence à former les professeurs car l’école est le premier lieu de formation des citoyens. Il faut apprendre à vivre ensemble et non côte à côte. Ce n’est pas avec des cours d’instruction civique que l’on peut former les jeunes mais en leur expliquant ce que veut dire la fraternité. Il faut également que les enfants aient conscience de la chance qu’ils ont d’aller à l’école.

Enfin, il faut favoriser l’autorité des maîtres car il n’est pas normal que des parents dictent leur loi dans les écoles.»

➜ Former les enfants, certes, mais comment faire avec les adultes ?

«Il faut s’occuper des problèmes sociaux, d’urbanisme et d’habitat. Il faut également se nourrir de la richesse des immigrants qui sont un apport nouveau et pas un affrontement de communautés. Ils sont Français avant d’être de telle ou telle confession. Autrefois, l’armée donnait un sens à la vie, elle permettait un brassage des jeunes. Il faut inventer quelque chose de plus moderne et c’est pour cela que je préconise l’obligation du service civique.»

Propos recueillis par Clément BERTHET

L’INFO EN +

LA CONFÉRENCE

Mardi 17 mars à 19h30 au Théâtre de Vienne. 5 €. Tél. 06 07 08 88 31.

LE COMITÉ LAÏCITÉ RÉPUBLIQUE

Association de loi 1901, il est présidé par Patrick Kessel et a des sections locales, dont celle du pays viennois. Cette dernière a notamment obtenu en 2012 l’inauguration d’un “rond-point de la laïcité” à Vienne et organise des conférences toute l’année. Parmi les invités, Henri Pena-Ruiz, Jean-Paul Scot et Philippe Foussier.
Le Comité propose aussi des expositions dans les collèges et lycées.

COMITÉ CITOYEN

Le Comité Laïcité République en pays viennois a écrit au recteur d’Académie, afin de participer aux comités citoyens, créés par la ministre de l’Éducation nationale après les attentats de Paris. Avec pour objectif de transmettre la laïcité aux élèves. Une réunion avec les préfets, les inspecteurs d’académie et le président du Comité en pays viennois a lieu ce vendredi 13 mars.



651943400





649406800